

**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS  
DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT  
DU 5 MARS 2024**

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a voté à l'unanimité l'avis ci-dessous proposé par la CGT-FERCSup :

*Les membres du CSAE demandent à ce que la désignation de représentants des usagers soit appliquée conformément au décret n°2023-106 du 16 février 2023, et qu'une réunion du CSAE élargie aux usagers se tienne relativement aux problèmes d'intrusion et d'agressions sexuelles au campus, et qu'un CSAE élargi aux usagers se tienne relativement au vote électronique des usagers.*

*Le décret n°2023-106 du 16 février 2023 relatif à la représentation des usagers au sein de comités sociaux d'administration des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur précise que, lorsqu'il est fait application des articles 75, 76 et 77 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, le comité social d'administration peut se réunir en formation élargie aux usagers.*

*Dans l'article 1 du décret suscité, il est précisé que la FS-SSCT peut également se réunir en formation élargie aux usagers, quand les articles 73 et 74 du décret n°2020-1427 sont concernés. Ces articles concernent les risques professionnels auxquels peuvent être exposées les femmes enceintes (art.73), ainsi que les VDHMS (art.74).*

*Les membres du CSAE demandent à ce que :*

- 1°) le règlement du CSAE soit modifié de manière à préciser les modalités de fonctionnement des réunions élargies aux représentants des usagers (Décret n°2023-106, article 1)*
- 2°) Les représentants des usagers soient désignés le plus rapidement possible, sachant qu'ils auraient dû être désignés avant le 16 mars 2023 (art.3), conformément aux modes de désignation établis dans l'article 1 du décret n°2023-106.*

*Par ailleurs, la FS-SSCT du 30 janvier 2024 a eu à traiter d'un cas d'agression sexuelle sur une étudiante (ce qui rentre dans le champ de l'article 74 du décret n°2020-1427). Les membres du CSAE demandent à se saisir de ce point lors d'une séance consacrée à la sécurité au campus, en particulier en matière d'intrusions, qui sera élargie aux représentants des usagers.*

*Nous demandons également à ce que le point du vote électronique des usagers aux conseils centraux, soit abordé en CSAE élargi.*

Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	

Fait à Amiens, le 11 mars 2024

Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne



*Mohammed BENLAHSEN*

Direction Générale des Services  
Pôle Ressources et Moyens  
1, chemin du Thil  
CS 52501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Mél : [dqarem@u-picardie.fr](mailto:dqarem@u-picardie.fr)



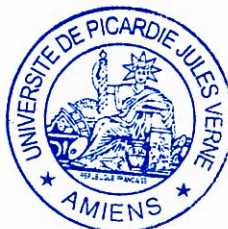
**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS  
DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT  
DU 5 MARS 2024**

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a émis un avis défavorable aux modalités de recours au vote électronique pour les élections des conseils centraux de l'Université de Picardie Jules Verne – Elections des représentants étudiants, comme suit :

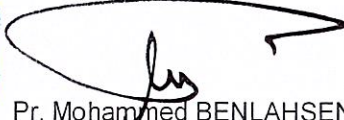
Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU				2
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>			<b>4</b>	<b>5</b>

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

  
Pr. Mohammed BENLAHSEN



Direction Générale des Services  
Pôle Ressources et Moyens  
1, chemin du Thil  
CS 52501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Mél : [dgarem@u-picardie.fr](mailto:dgarem@u-picardie.fr)



## EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT DU 5 MARS 2024

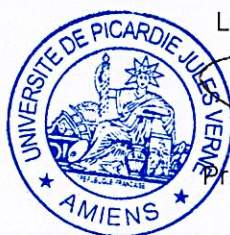
Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a émis un avis favorable à la volumétrie des postes d'enseignants du 2<sup>nd</sup> degré proposés à un recrutement au titre de la campagne d'emplois 2024, comme suit :

Composantes / Services	Nombre de postes	Nature des supports	Nature de la publication
UFR des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS)	1	PRCE	2 <sup>ème</sup> campagne 2024
UFR de langues et de cultures étrangères	1	PRAG	
UFR des arts	1	PRCE	Recrutement réservé par voie contractuelle au titre du handicap
<b>Total :</b>		<b>3</b>	

Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>			<b>6</b>	<b>3</b>

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN



**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS  
DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT  
DU 5 MARS 2024**

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a voté à l'unanimité l'avis ci-dessous proposé par la CGT-FERCSup :

*Tout déménagement des locaux de l'université doit être précédé d'une consultation du CSAE.*

*La directive 89/391/CEE du Conseil de l'Europe, du 12 juin 1989, concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail, stipule, en son article 11-2-b, que les travailleurs « sont consultés au préalable et en temps utile par l'employeur sur toute action qui peut avoir des effets substantiels sur la sécurité et la santé ».*

*Pour ce qui concerne la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique, cette norme est transposée dans le décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, qui complète et modifie le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique. Au Titre III, chapitre premier, établissant les attributions du CSAE, dans son article 57, le décret 2020-1427 élargit et généralise les compétences du CSAE à la consultation « sur la teneur de tous documents se rattachant à sa mission, et notamment des règles et des consignes que l'administration envisage d'adopter en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. »*

*Les documents relatifs à l'organisation d'un déménagement, que ce soit dans sa préparation, dans sa mise en œuvre, ainsi que l'impact que cela a sur les agents, dans la modification de l'environnement de travail, avant le déménagement, puis dans l'adaptation au nouveau lieu de travail, après le déménagement, font donc partie des documents qui doivent être soumis « au préalable et en temps utile », selon la formulation de l'article 11-2-b de la directive 89/391/CEE pré-citée, au CSAE, instance de représentation des travailleurs de l'Université de Picardie.*

*Pour tout déménagement, un CSAE doit donc être convoqué avant le début du déménagement, selon un ordre du jour communiqué 15 jours à l'avance, et la totalité des documents relatifs à ce déménagement communiqués aux membres du CSAE au plus tard huit jours avant la réunion, selon le règlement du CSAE.*

*Nous, membres du CSAE, réunis le 5 mars 2024, tenons à exprimer notre réprobation la plus forte à l'égard des manquements de la présidence aux règlements en matière de santé et de sécurité au travail dans le déménagement de la BU-campus, des déménagements en cours et occasionnés par les travaux de mise aux normes des bâtiments C, D, E du campus, des archives, etc. La présidence n'avait tout simplement pas prévu de consulter le CSAE, selon les règles rappelées ci-dessus. Et il a fallu que les membres du CSAE insistent à deux reprises (demande d'un CSAE exceptionnel, refusé dans un premier temps) et aillent jusqu'au boycott de la séance du 20 février, pour obtenir que le point des déménagements au campus soit mis à l'ordre du jour du CSAE.*

*Nous avertissons le président du CSAE que si de tels manquements venaient à se reproduire pour les futurs déménagements, nous prendrions toutes les dispositions nécessaires, pour faire valoir les droits des travailleurs de l'UPJV que nous représentons par mandat de droit public. La saisine de l'ISST, puis de l'Inspection du travail, avec au préalable un courrier circonstancié à la Ministre de l'ESR, faisant partie des premières dispositions envisageables en cas de désaccord sérieux et persistant.*

Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN



Direction Générale des Services  
Pôle Ressources et Moyens  
1, chemin du Thil  
CS 52501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Mél : [dgarem@u-picardie.fr](mailto:dgarem@u-picardie.fr)



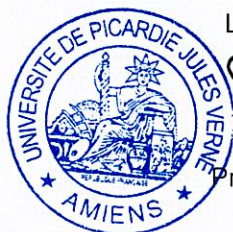
**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS  
DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT  
DU 5 MARS 2024**

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a émis un avis défavorable aux déménagements au Campus du Thil (réorganisation des services de la présidence et de la BU Santé ; mise en œuvre du Campus Santé), comme suit :

Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU				2
SGEN-CFDT		2		
SNPTES-UNSA		2		
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>		<b>4</b>		<b>5</b>

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN



Direction Générale des Services  
Pôle Ressources et Moyens  
1, chemin du Thil  
CS 52501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Mél : [dgarem@u-picardie.fr](mailto:dgarem@u-picardie.fr)



## EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT DU 5 MARS 2024

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a voté à l'unanimité l'avis ci-dessous proposé par la CGT-FERCSup :

*Les membres du CSAE demandent des clarifications sur la procédure de CDIisation après trois ans, ainsi qu'une liste des contrats en cours dans l'établissement.*

*Les membres du CSAE rappellent tout d'abord que les emplois permanents ont vocation à être occupés par des fonctionnaires. Les cas de recours au contrat pour des emplois permanents sont clairement encadré par la loi (CGFP, art. L.332.2, L.332-3, L.332-6, L.332-7). Tout emploi permanent occupé par un agent contractuel sur d'autres critères que ceux énoncés dans ces articles est illégal. Le CDI, qui est le statut normal dans le Code du Travail, reste exceptionnel selon le CGFP. Toute avancée sur le plan de la contractualisation dans les établissements publics, est un recul du point de vue de la revendication principale des syndicats de la fonction publique, et, pour ce qui nous concerne, de l'enseignement supérieur public, à savoir des plans de recrutements massifs de titulaires, renforcés par des plans conséquents de titularisation des non-titulaires, qui, pour la plupart, sont condamnés à la précarité à vie.*

*D'après l'article L.332-4 du Code général de la fonction publique, « lorsque les services accomplis par un agent contractuel atteignent la durée des six ans mentionnée au troisième alinéa avant l'échéance de son contrat en cours, celui-ci est réputé être conclu à durée indéterminée. L'autorité d'emploi adresse à l'agent contractuel concerné une proposition d'avenant confirmant la durée indéterminée de son contrat. L'agent qui refuse de conclure l'avenant proposé est maintenu en fonctions jusqu'au terme du contrat en cours. » Il est précisé plus haut dans le même article que le passage en durée indéterminée du contrat relève d'une « décision expresse »*

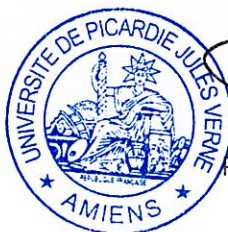
*La direction de l'Université de Picardie prévoit l'accélération de la procédure, en permettant aux agents sous contrat à durée déterminée depuis trois ans ou quatre ans de pouvoir postuler à un contrat à durée indéterminée, sous la forme du passage d'un concours en deux phases, examen du dossier et audition, organisé par les services des personnels de l'Université de Picardie, sous l'autorité et la décision du Président de l'Université. Ce qui s'apparente cependant à une évaluation ne doit pas être décorrélé des évaluations annuelles.*

*Les membres du CSAE rappellent à la direction que cette procédure ne saurait se substituer à la disposition de l'article sus-cité, ni même constituer un obstacle à l'exercice de ce droit, qui permet à un agent sous CDD de passer en CDI à la seule condition qu'il ait atteint 6 ans d'ancienneté dans le même établissement et dans la même catégorie.*

Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN

Direction Générale des Services  
Pôle Ressources et Moyens  
1, chemin du Thil  
CS 52501  
80025 AMIENS CEDEX 1  
Mél : [dgarem@u-picardie.fr](mailto:dgarem@u-picardie.fr)



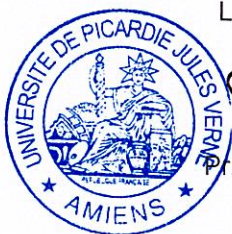
**EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS  
DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT  
DU 5 MARS 2024**

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a émis un avis défavorable à la procédure de CDIisation des personnels BIATSS contractuels (cf. annexe 1), comme suit :

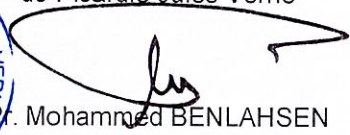
Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU				2
SGEN-CFDT		2		
SNPTES-UNSA		2		
FO-ESR				2
CGT-FERCSup				1
<b>Total</b>		<b>4</b>		<b>5</b>

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

  
Mr. Mohammed BENLAHSEN



## PROCÉDURE DE CDISATION DES PERSONNELS BIATSS CONTRACTUELS

### Contexte :

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023<sup>1</sup> :

- proposition de contrats plus longs pour les BIATSS contractuels, avec des contrats à durée déterminée (CDD) d'une durée initiale de 3 ans pour les primo-accédants sur emplois permanents ;
- un avancement dans la grille indiciaire ad hoc similaire aux titulaires (suppression des majorations d'ancienneté par échelon) ;
- mise en place d'une indemnité mensuelle spécifique équivalente à 15% de l'indemnité (IFSE) d'un titulaire sur emploi équivalent pour les CDD et à 30% de l'indemnité pour les contrats à durée déterminée (CDI) ;
- passage en CDI accéléré à 3 ans après une procédure intégrant une demande de l'agent via un dossier, un avis du N+1 et un entretien devant une commission ad hoc ;
- l'agent bénéficiant d'un CDI effectue au moins les deux premières années au sein de la structure d'affectation au moment du passage en CDI.

### La procédure de CDisation :

① **L'agent<sup>2</sup> fait acte de candidature** en complétant et transmettant à la Direction des Ressources Humaines un dossier par voie hiérarchique.

Le **dossier de candidature** comprend :

Une fiche individuelle complétée par le candidat :

- identité du candidat, affectation, emploi occupé, titres et diplômes ;
- état des emplois et contrats successifs au sein de l'UPJV (fonctions, services, durées) ;
- rapport d'activités (concernant ses fonctions actuelles et son activité passée à l'UPJV, les formations suivies, ses projets professionnels et sa motivation pour un CDI).

### ② Examen de la candidature par la commission de sélection :

- La **commission plénière** : sélectionne les candidats admissibles et les candidats retenus pour proposition au Président.

Composition :

- membres de la direction générale des services (DGS – présidente de la commission – et DGAS), le Directeur des Ressources Humaines et la cheffe du service DRH-BIATSS,
- 3 membres de l'encadrement (directeurs de service / directeurs administratifs de composante).

- Les **sous-commissions** : auditionnent les candidats admissibles.

Composition :

- un membre de la direction générale des services (président de la sous-commission),
- un représentant de la direction des ressources humaines,
- un représentant de l'encadrement.

### ③ Décision du Président.

### Modalités d'évaluation des dossiers :

Les dossiers sont appréciés en tenant compte de la catégorie de l'agent et des fonctions occupées dans l'établissement.

Les critères d'évaluation :

- Ancienneté dans l'établissement.
- Manière de servir.
- Connaissance et compréhension de l'environnement.
- Aptitude à évoluer au sein de l'établissement.
- Sens du service public
- Connaissance des droits et obligations d'un agent public.

### Mise en place des campagnes de CDisation :

Années 2024 et 2025 :

- 2 campagnes par an ;
- contingent de CDisation : 35 maximum par campagne ;
- ancienneté requise : au moins 4 années d'ancienneté à l'UPJV pour les campagnes 2024 et au moins 3 années pour les campagnes 2025.

À compter de la campagne 2026 :

- contingent de CDisation : déterminé chaque année selon le vivier et les indicateurs financiers de l'établissement ;

Un rapport d'appréciation est remis au Président de la commission de sélection.

- appréciation sur 1°) le parcours professionnel ; 2°) les activités actuelles, l'étendue des missions et des responsabilités ; 3°) la contribution à l'activité du service ; 4°) la capacité d'adaptation à son environnement... ;
- appréciation générale et avis sur la candidature (très favorable / favorable / défavorable).

<sup>1</sup> : Cf. *Charte de gestion des personnels BIATSS contractuels* [Juin 2023]

<sup>2</sup> : Recruté en CDD pour pourvoir un emploi permanent.



## EXTRAIT DU RELEVÉ DES AVIS DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT DU 5 MARS 2024

Le comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne, réuni le mardi 5 mars 2024, a voté à l'unanimité l'avis ci-dessous proposé par la CGT-FERCSup :

*Depuis le 24 novembre 2021, les établissements publics ont obligation d'établir chaque année un rapport social unique (CGFP, art. L.231-1, créé par ordonnance n°2012-1574 du 24 novembre 2021).*

*Le rapport social unique (RSU) est le fruit de la fusion des instances de dialogue social. Il a vocation à regrouper, pour chaque comité social d'administration (CSA), les données qui figuraient jusqu'alors dans le bilan social, le rapport de situation comparée relatif à l'égalité femmes-hommes et les rapports portant sur la santé et la sécurité au travail.*

*Il est alimenté par des indicateurs produits à partir d'une base de données sociales (BDS), mais comporte également un volet rédigé.*

*Ils sont tous les deux prévus par l'article 5 de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 et précisés par le décret 2020-1493 du 30 novembre 2020.*

*Le rapport social unique est public et sert de support au dialogue social, la base de données sociales étant accessible aux membres des comités sociaux d'administration (CSA).*

*Le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 a précisé le champ et l'utilisation de la base de données sociales.*

*Ces données se rapportent à 10 thématiques principales (emploi, recrutement, parcours professionnels, formation, rémunérations, santé et sécurité au travail, organisation du travail et amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail, action sociale et protection sociale, dialogue social et discipline), regroupant 64 rubriques, à présenter selon différents critères (sexe, âge, ...).*

*Concernant la fonction publique de l'État, un arrêté du 7 mai 2021 a fixé la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales.*

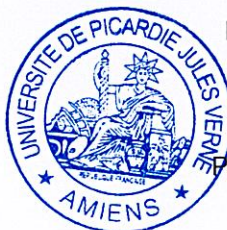
*Suite à cette publication, la DGAFF a réalisé un guide méthodologique pour accompagner les administrations de l'État dans la mise en œuvre de leur base de données sociales.*

*Nous, membres du CSAE de l'Université de Picardie, réunis le 5 mars 2024, demandons à ce que les bilans sociaux de 2019 et de 2020 et les rapports sociaux uniques de 2021 et de 2022 soient rendus publics en conformité avec l'article 10 du Décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique.*

Détail du vote (9 votants) :

	Ne prend pas part au vote	Abstention	Pour	Contre
FSU			2	
SGEN-CFDT			2	
SNPTES-UNSA			2	
FO-ESR			2	
CGT-FERCSup			1	
<b>Total</b>			<b>9</b>	

Fait à Amiens, le 11 mars 2024



Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN